

Eradiquer la grande pauvreté à l'horizon 2030

Déclaration du groupe des Personnalités qualifiées

Gérard Aschieri : « Il y a une semaine le CREDOC publiait les résultats d'une enquête montrant combien gagne du terrain l'idée que pauvreté et précarité sont une affaire de responsabilité individuelle : 75 % des personnes interrogées considèrent qu'il est parfois plus avantageux de vivre avec les minima sociaux qu'avec un salaire peu élevé et le taux de ceux qui attendent une action plus importante de l'état envers les plus modestes est passé en moins de 20 ans de 62 % à 49 %.

Dans ce contexte il n'est pas indifférent que la société civile organisée que nous représentons propose à travers le rapport joint à cet avis une vision de la réalité de ce que vivent les personnes en grande pauvreté et qu'elle ait le courage de faire sien l'objectif de son éradication à l'horizon 2030. Je m'en félicite.

Je me réjouis qu'elle propose un ensemble de mesures cohérentes qui, même si certaines formulations sont des compromis, permettent d'avancer dans la bonne direction.

Et je me réjouis encore plus que l'axe directeur de cet avis soit celui de l'effectivité et de l'inconditionnalité des droits ; en effet même si l'empathie est importante il ne s'agit pas ici d'une question de générosité ou de charité mais de cohésion de notre société, de vivre et faire ensemble, en un mot de démocratie.

Si l'avis met l'accent à juste titre sur la question du revenu minimum social garanti, sur celle de la lutte contre le non recours, celle du logement et de la santé, il a le mérite de ne pas oublier le droit à l'éducation et celui à la culture, essentiels pour faire société.

Représentant ici la FSU je ne peux que m'en féliciter, tout comme je me félicite des propositions sur le travail social, sur l'importance de prendre en compte les personnes dans leurs particularités et de dégager pour cela le temps nécessaire en rompant avec une logique gestionnaire.

Enfin, et ce n'est pas la moindre qualité de cet avis, je tiens à souligner combien il est important que le texte soit irrigué par l'idée de faire participer les personnes en situation de grande pauvreté à la co construction des mesures les concernant.

Vous l'avez compris je voterai cet avis. Mais en le faisant je veux terminer par un double souhait.

D'abord que les pouvoirs publics ne cèdent pas à la tentation d'une politique de l'opinion, toujours versatile, mais choisissent une politique fondée sur les droits et s'appuyant sur la réalité bien tangible de solidarités, d'innovations sociales et d'engagements que nous avons pu mesurer dans nos travaux et que l'avis propose de conforter. Ensuite qu'ils se gardent de toute mesure à courtes vues, par exemple sur l'assurance chômage, qui ne ferait qu'alimenter de nouveau la pauvreté et la précarité. Nous avons besoin non pas d'un nouveau tonneau des Danaïdes mais, comme le préconise l'avis, d'un effort sur la durée de toute la société »

Marie-Aleth Grard : « Une société qui accepte que plus de 5 millions de femmes, d'hommes et d'enfants vivent dans la grande pauvreté est une société qui ne va pas bien.

Il est urgent, essentiel, de lutter pour l'accès de tous aux droits de tous et le respect de l'égalité de chacun (du plus nanti au plus pauvre). C'est le seul chemin pour parvenir à l'éradication de la grande pauvreté sans mettre à part ceux qui la subissent, et l'Avis se place dans cette perspective.

Je souhaite donner ici la parole à Martine, militante Quart Monde, qui en septembre dernier, disait ceci au Président de la République : « Quand on parle de pauvreté, nous ne parlons pas « d'accident de parcours » individuel, mais bien de toute une population, tout un milieu qui vit l'exclusion, l'humiliation et la honte qui se transmet de génération en génération. On a parlé de nous comme des sous-prolétaires, des cas sociaux, des marginaux, des citoyens de seconde zone, ceux dont on n'attend rien, considérés comme inutiles, incapables, démissionnaires, dépendants du social. On nous accuse souvent d'être des profiteurs, des fraudeurs, des fainéants qui préfèrent se la couler douce avec le RSA plutôt que de travailler.

Ceux qui tiennent ces propos sont dans l'ignorance de ce que nous vivons au quotidien, trop loin de nous pour percevoir le degré de courage, la ténacité, la résistance dont on doit faire preuve au quotidien pour rester des hommes et des femmes debout. Vivre dans la grande pauvreté, Monsieur le Président, ce n'est pas vivre, c'est survivre. Vivre dans la grande pauvreté, c'est gérer l'ingérable, c'est passer d'une urgence à une autre urgence au quotidien. C'est être en lutte sur tous les fronts en même temps.

Il nous arrive parfois d'avoir, comme on le dit chez nous, un agenda de ministre. Dans une même journée, on peut avoir un rendez-vous à l'école, avec l'assistante sociale, avec le juge pour enfants. »

Alors que peut-on faire pour que toute personne soit respectée dans sa dignité et puisse accéder à tous ses droits ? Il nous semble qu'une des clefs soit la participation effective des personnes en situation de grande pauvreté partout où se noue l'avenir de l'ensemble des citoyens de notre pays, tout spécialement là où s'élaborent les lois pour tous. Il est évident que les conditions de cette participation sont alors particulièrement exigeantes pour tous.

Je vous remercie Chers rapporteurs d'avoir organisé cette journée du 21 Mars avec des personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté, mais j'ai un regret ; une journée c'est trop court. Il faut du temps pour se connaître et se reconnaître, pour oser travailler et

penser ensemble, pour oser faire des propositions qui changeront durablement la vie des personnes.

Faute de cela, notre assemblée se condamnerait à faire indéfiniment le même constat. Je voterai cet Avis ».